

PÊCHES ET AQUACULTURE

EN NOUVELLES

SOMMAIRE

Dixième Rendez-vous de l'industrie de la pêche et de la mariculture aux Îles-de-la-Madeleine

2

Forum sur les pêches mi-gmaques et malécites 2019
Rencontre finale du projet « Développement aquacole et commercialisation profitable de l'omble chevalier au Canada »
Fonds des pêches du Québec

3

Vers la valorisation des espèces marines émergentes
Le secteur aquacole du Québec attire l'attention : un groupe d'étudiants français nous rend visite

4

J'ai pu constater, au cours des différentes rencontres auxquelles j'ai participé dernièrement, à quel point l'industrie québécoise des pêches et de l'aquaculture commerciales est un secteur dynamique, ouvert à l'innovation et à la collaboration. Il doit composer avec son lot de défis importants. J'ai eu la chance de discuter avec des acteurs de l'industrie sur différents enjeux, comme la baisse des stocks de crevettes nordiques dans le golfe du Saint-Laurent ou la hausse des stocks de sébastes. L'industrie est à l'œuvre dans un environnement en constante évolution et doit s'adapter aux changements. Sachez que je suis sensible aux préoccupations qui ont été exprimées. Le Fonds des pêches du Québec sera assurément un outil sur lequel l'industrie pourra compter pour relever ces défis et pour mener à bien des projets novateurs et structurants.

À ce propos, les acteurs de l'industrie ont pu récemment mener une réflexion sur les projets à privilégier dans la mise en œuvre du Fonds des pêches, et ce, à l'occasion d'une rencontre organisée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministère des Pêches et des Océans. Rappelons que le gouvernement du Québec a ajouté 12,8 millions de dollars au Fonds, portant ainsi l'enveloppe totale à 42,8 millions de dollars sur 5 ans. Je suis très heureux de la création de ce fonds qui permettra à l'industrie d'accroître sa productivité et sa compétitivité, de renforcer sa capacité à s'adapter aux transformations de l'écosystème et de miser sur la qualité et la durabilité des poissons et des fruits de mer du Québec en vue d'augmenter leur notoriété sur les marchés, tout en stimulant l'innovation dans le secteur des pêches et de l'aquaculture.

Les mesures de protection des baleines noires est un autre dossier majeur que je suis avec intérêt. Le Ministère souhaite que ces mesures permettent une cohabitation harmonieuse des baleines noires et des pêcheurs. Un certain nombre de propositions ont été faites à cet égard au ministre des Pêches et des Océans du Canada, M. Jonathan Wilkinson. Celui-ci a d'ailleurs annoncé récemment les mesures qui seront mises en place pour la prochaine saison de pêche. Bien que certaines représentent une réelle amélioration par rapport à la saison dernière, plusieurs propositions des pêcheurs n'ont pas été retenues par le gouvernement fédéral. On peut penser, par exemple, à l'ouverture hâtive de la saison de pêche au crabe des neiges dans la zone 12. Je tiens à rappeler que les pêcheurs québécois ont été particulièrement touchés par ces mesures la saison dernière. Je continuerai à appuyer l'industrie dans ce dossier.

Pour terminer, je vous assure que nous allons suivre avec attention et intérêt le déroulement de la prochaine saison de pêche, dont le début approche, et que nous travaillerons avec vous afin de trouver des solutions aux différents défis qui se dressent devant vous.



Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

ANDRÉ LAMONTAGNE

NOUVELLE PUBLICATION

UN PORTRAIT-DIAGNOSTIC SECTORIEL DE L'INDUSTRIE DU PHOQUE DU QUÉBEC

Par Audrey Robillard,

Direction des analyses et des politiques des pêches et de l'aquaculture

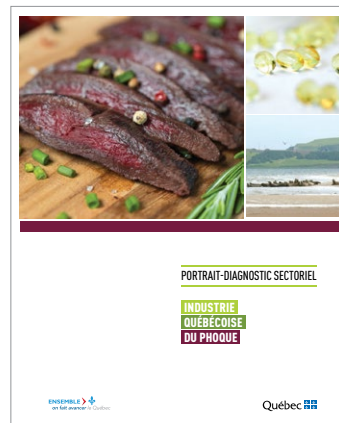
En mai dernier, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a publié un portrait-diagnostic sectoriel de l'industrie du phoque du Québec. Ce document présente divers aspects de cette industrie comme la biologie des espèces chassées au Québec (phoque du Groenland et phoque gris), la gestion de la chasse aux phoques et les contingents de capture, les caractéristiques et l'évolution de l'offre mondiale, la transformation des produits du phoque ainsi que les échanges commerciaux internationaux du Canada (importation, exportation, etc.).

En Amérique, la chasse aux phoques se pratique depuis longtemps et a d'abord été exercée par les communautés inuites et autochtones. Une chasse commerciale s'est ensuite établie dans plusieurs communautés côtières au Canada (provinces de l'Atlantique, Nunavut et Québec). Les activités de chasse aux phoques sont profondément ancrées dans les traditions et ont contribué au dévelop-

pement de ces communautés côtières. Ainsi, l'industrie du phoque a non seulement une valeur économique considérable au Québec, mais également une valeur importante sur le plan social.

Reconnue comme une activité durable exercée dans le respect de la pérennité de la ressource, cette chasse est d'autant plus pertinente que certains scientifiques ont démontré l'impact négatif de la grande quantité de phoques dans les eaux de l'Atlantique sur le rétablissement de certaines populations de poissons, notamment de la morue.

Après une période difficile et un affaiblissement des marchés, l'industrie canadienne du phoque connaît un développement sur le marché intérieur. Au Canada, l'intérêt pour les produits dérivés du phoque s'accroît. Le projet de loi S-208 a fait du 20 mai la Journée nationale des produits du phoque et contribue à mieux faire connaître cette industrie. De plus, plusieurs événements nationaux ou régionaux annuels, tels que le Dine



Out Vancouver Festival, le festival YUL EAT, le Phoque Fest, le Rendez-vous du loup marin et le Seal Day on the Hill, ont mis à l'honneur avec succès les produits canadiens dérivés du phoque. L'émission de télévision *Les chefs!* a aussi mis à l'écran le loup marin l'été dernier. Malgré cela, il est important de poursuivre les efforts de sensibilisation pour expliquer le caractère durable de cette industrie.

La relance de l'industrie du phoque est, par ailleurs, une action prioritaire de la Stratégie maritime du Québec qui s'inscrit dans l'axe visant à moderniser et à assurer la pérennité de l'industrie des pêches et de l'aquaculture. À ce sujet, le MAPAQ, en

collaboration avec différents partenaires, a mis sur pied le Plan d'action sectoriel 2016-2019 pour le développement de l'industrie du phoque au Québec.

On peut consulter le document *Portrait-diagnostic sectoriel - Industrie québécoise du phoque* à l'adresse suivante : www.mapaq.gouv.qc.ca/phoque

PUBLIÉ PAR

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation | Sous-ministère aux pêches et à l'aquaculture commerciales
Direction des communications | 200, chemin Sainte-Foy, Québec (Québec) G1R 4X6 | www.mapaq.gouv.qc.ca

Comité de coordination : Denis Desrosiers, Mélissa Lapointe, Jean Lavallée, Thierry Marcoux, Nathalie Moisan, Rabia Siga Sow, Karine Villemaire.
PÊCHES ET AQUACULTURE EN NOUVELLES est publié tous les deux mois dans les pages du journal Pêche Impact.

DIXIÈME RENDEZ-VOUS DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE ET DE LA MARICULTURE AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Par Karine Villemare,

Direction régionale des Îles-de-la-Madeleine

Le 13 décembre dernier s'est tenu, à L'Étang-du-Nord, le dixième Rendez-vous annuel de l'industrie de la pêche et de la mariculture des Îles-de-la-Madeleine. Organisée par le comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes, cette activité a rassemblé plus de 150 personnes qui sont venues s'informer et échanger sur différents enjeux du secteur. Pêcheurs, aides-pêcheurs, mariculteurs, transformateurs de produits marins, représentants d'associations, spécialistes et partenaires ont abordé des sujets propres à la réalité de l'industrie madelinienne. Soulignons l'importante participation des étudiants en pêche professionnelle du Cégep de la Gaspésie et des Îles, qui forment la relève dans le domaine de la capture.

BILANS

Le coup d'envoi de la journée a été marqué par une présentation de M^{me} Gabrielle Landry de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, intitulée « 10 années en 10 minutes », qui a rappelé les sujets abordés depuis la création du Rendez-vous de l'industrie. Par la suite, M^{me} Josée Richard, de Pêches et Océans Canada (MPO), a dressé un bilan de la dernière saison de pêche basé sur des données locales préliminaires. En termes de quantité, les débarquements dans l'archipel pour l'année 2018 représentent un peu plus de 9 370 tonnes métriques, alors que la valeur des captures au débarquement atteint, pour une deuxième année consécutive, un record historique de 103 millions de dollars (données préliminaires). Par la suite, M. Donald Arseneau de la Direction régionale des Îles-de-la-Madeleine du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a fait un bilan des interventions du Ministère dans le secteur des pêches et de la mariculture de l'archipel. Au cours des dix dernières années, le MAPAQ a été un important partenaire et a accordé à l'industrie plus de 20 millions de dollars de subventions et 120 millions de dollars de garanties de prêts.

OCCASIONS ET GESTION

Une mise à jour des grandes tendances dans l'économie mondiale a été faite par MM. Sony Cormier et André-Pierre Rossignol, respectivement conseiller stratégique et conseiller à l'exportation pour Gimxport. Avec une croissance économique qui a pris de l'élan depuis l'année 2017, le message pour les années à venir est clair : la prudence est de mise. L'endettement, combiné à la hausse des taux d'intérêt, peut s'avérer risqué. De plus, des défis importants se profilent en lien avec la rareté de la main-d'œuvre. Toutefois, les représentants de Gimxport concluent que l'exploitation des espèces dites « émergentes », tels les algues et le sébaste, ainsi que la valorisation des sous-produits présentent de nombreuses occasions d'innovation et de développement.

Par la suite, MM. Paul-André Bourque-Éloquin et Paul Boudreau, de la firme Corbeil Boudreau & associés, sont venus livrer quelques conseils pour une saine gestion d'une entreprise de pêche, principalement eu égard à la cyclicité et l'instabilité du secteur. Des questionnements concernant le bon moment pour investir et la forme juridique d'une entreprise ont aussi pu être abordés.

Une tout autre forme de gestion est celle des risques d'incidents maritimes, un sujet dont a parlé M^{me} Madeleine Nadeau, adjointe exécutive et conseillère à l'acquisition de connaissance au Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CÉGRIM). Depuis



Photo : © Anne-Christine Boudreau

sa création à l'automne 2017, le CÉGRIM a comme rôle de protéger le territoire maritime et ses écosystèmes. Pour ce faire, le nouveau centre sera spécialisé dans la prévention, la préparation et les urgences environnementales relativement au déversement maritime de matières dangereuses dans le Saint-Laurent. L'équipe aux Îles-de-la-Madeleine, qui est actuellement dans une période de recrutement, travaillera en étroite collaboration avec différents ministères et organismes, dont le MAPAQ. Étant des acteurs de première ligne, ceux-ci établiront des liaisons avec les acteurs du secteur des pêches et de l'aquaculture afin d'offrir un soutien lors d'incidents maritimes susceptibles de les affecter.

MISSION ET INNOVATION

M^{me} Lise Chevarie, chargée de projet chez Merinov, a fait état du modèle islandais de la chaîne de valeur pour le sébaste, qui est tiré d'informations récoltées lors d'une récente mission. N'ayant pas connu de moratoire sur le sébaste, l'Islande a su développer, au fil des ans, des équipements et des techniques pour exploiter la ressource de façon optimale. En effet, la grande quantité de poisson pêché est valorisée au maximum, et la qualité du produit fini est prise en charge dès la capture. Comme on envisage une réouverture de la pêche commerciale au sébaste dans le Golfe du Saint-Laurent dans un avenir proche, Merinov mène actuellement des travaux concernant l'exploitation de cette ressource. Plusieurs défis liés à la capture, à la transformation et à la commercialisation devront être relevés afin de bien préparer l'industrie madelinienne et québécoise des pêches au retour du sébaste.

D'autre part, M^{me} Pascale Chevarie, professionnelle de recherche chez Merinov, a fait un tour d'horizon des différents projets du centre de recherche qui ont des retombées aux Îles-de-la-Madeleine. La conception d'un appât alternatif pour la pêche au homard, l'optimisation des paramètres ostréicoles en milieu lagunaire et la mise en contention optimale du crabe des neiges sont des exemples de projets en cours. Un projet important dans le secteur de la pêche est celui de la mise en place d'un outil

d'aide à la décision pour l'ouverture de la pêche au homard dans la zone de pêche au homard 22. Des paramètres tels que la température de l'eau et les rendements de capture sont déterminés avant la saison de pêche et mis en relation afin de faciliter la prise de décision concernant la date d'ouverture de la pêche.

Étant un partenaire important en innovation dans beaucoup de domaines, le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) a profité de la vitrine qu'offre le Rendez-vous pour présenter les services offerts pour qu'une entreprise devienne plus innovante. M. Jean-Pierre Trottier, conseiller industriel, a défini le concept d'industrie 4.0 et a présenté des exemples concrets de réalisations du CRIQ. Il en ressort que l'utilisation de la robotique, de l'intelligence artificielle, de la numérisation, de l'automatisation et d'autres nouvelles technologies dans l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciale pourrait être une solution à envisager pour pallier le manque de main-d'œuvre au cours des prochaines années.

MAIN-D'ŒUVRE

Le comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes (CSMOPM) a réalisé un diagnostic sectoriel dans l'industrie des pêches et de l'aquaculture au Québec. Les principaux constats spécifiques de l'industrie madelinienne ont été présentés par la directrice de l'organisation, M^{me} Marjorie Chrétien. Plusieurs défis se posent, notamment pour le recrutement, l'accueil, l'intégration, les conditions de travail et la formation. De plus, la pénurie de travailleurs préoccupe les employeurs, tant dans le secteur de la capture que dans celui de la transformation. Pour relever ces défis, des actions précises ont été identifiées et elles dicteront les priorités du CSMOPM pour les années à venir afin de bien accompagner l'industrie.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est fier d'avoir soutenu financièrement l'activité, qui a été à l'image des débarquements cette année en battant un record de participation!

FORUM SUR LES PÊCHES MI'GMAQUES ET MALÉCITES 2019

Par **Thierry Marcoux,**

Direction régionale de la Gaspésie

Les 16 et 17 janvier derniers s'est tenu, à Gesgapegiag, le forum sur les pêches mi'gmaques et malécites organisé par l'Association de gestion halieutique Mi'gmaq et Malécite. Cette rencontre annuelle permet notamment aux différentes Premières Nations du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie de présenter un bilan de leurs réalisations ainsi que de leurs priorités pour les prochaines années. Les nations représentées pour cette occasion étaient la Nation Micmac de Gespeg, la Nation Mi'gmaq de Gesgapegiag, la Première Nation Mi'gmaq de Listuguj et la Première Nation Malécite de Viger.

Les coordonnateurs et coordinatrices des pêches des différentes nations ont tout d'abord dressé le bilan de leur saison. En général, les pêches ont été fructueuses pour tous, notamment en ce qui a trait aux captures de homard et de concombre de mer. Toutefois, tous ont éprouvé des difficultés avec le crabe des neiges en raison des fermetures de zones pour la préservation de la baleine noire. Par exemple, le déplacement constant des cages a eu un effet considérable sur le moral des équipages. Les Premières Nations appréhendent également les difficultés à venir concernant la crevette étant donné la récente diminution des quotas. Puisque la crevette est l'espèce qui rapporte le plus à ces nations, elles cherchent à diversifier leurs activités pour compenser les pertes anticipées.

Les participants au forum ont également manifesté un intérêt pour la réouverture prochaine de la pêche au sébaste et espèrent pouvoir en tirer profit. D'ailleurs, l'aquaculture est envisagée comme moyen de diversification, notamment par la Première Nation Mi'gmaq de Listuguj, qui prépare une transition à l'échelle commerciale de ses essais d'élevage du pétoncle géant.

D'autre part, ce forum permet aux différents acteurs des pêches et de l'aquaculture de communiquer de l'information importante aux Premières Nations. Ainsi, Pêches et Océans Canada (MPO) et la Garde côtière canadienne ont présenté les programmes qu'ils offrent spécialement aux autochtones. Le MPO a également exposé la situation des stocks de poissons pélagiques, de sébaste, de crevette nordique et de phoque dans le Golfe du Saint-Laurent. Il a été intéressant de constater l'intérêt particulier des Premières Nations pour la chasse commerciale au phoque. De plus, les participants au forum ont pu assister à des présentations sur les tendances des marchés, les possibilités en aquaculture et la pêche au verveux, faites respectivement par GIMXPORT, Merinov et Exploramer.

En conclusion, la tenue de ce forum a démontré l'intérêt des Premières Nations à participer activement à l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales au Québec. Elle traduit également la volonté des différents ministères et organismes qui exercent leurs activités dans ce secteur de les appuyer dans leur développement. De plus, la participation du MAPAQ à ce rassemblement annuel lui permet d'accompagner les Premières Nations dans la réalisation de leurs projets halieutiques.

RENCONTRE FINALE DU PROJET « DÉVELOPPEMENT AQUACOLE ET COMMERCIALISATION PROFITABLE DE L'OMBLE CHEVALIER AU CANADA »

Par **Nathalie Moisan,**

Direction régionale de l'estuaire et des eaux intérieures

Les 5 et 6 décembre derniers s'est tenue, à Shippagan au Nouveau-Brunswick, la rencontre finale de l'entente de partenariat sur l'aquaculture et la commercialisation de l'omble chevalier. Établie entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et l'Institut de recherche sur les zones côtières de Shippagan, cette entente a pris fin le 31 mars 2018 après 5 ans de collaboration. La rencontre avait donc pour objectif de dresser un bilan des résultats des recherches effectuées durant cette période.

L'entente de partenariat a permis d'acquérir de multiples connaissances sur l'omble chevalier, une espèce de plus en plus appréciée des consommateurs. Une douzaine de projets ont été réalisés, et les résultats ont été présentés lors de la rencontre. Ceux-ci portaient notamment sur l'établissement de la génétique des souches utilisées par les producteurs (les pédigrées) et sur les reproductions multiples qui permettent l'approvisionnement en œufs toute l'année. Une étude de marché a aussi été présentée ainsi que l'essai d'une nourriture incorporant des ingrédients d'origine végétale.

En plus des présentations, des tables rondes réunissant des scientifiques et des industriels ont permis d'aborder des thèmes comme les stratégies de commercialisation gagnantes, ainsi que les possibilités et les menaces concernant cette industrie. Cette activité a permis de mettre en lumière les enjeux importants pour le secteur et de discuter des suites à donner. Entre autres choses, il a été entendu qu'il est essentiel de promouvoir et de mettre en valeur les qualités gustatives uniques qui distinguent ce poisson des autres salmonidés.

Cette rencontre, qui a été un franc succès, est un excellent exemple de relation de collaboration entre différents ministères, industriels, scientifiques et autres partenaires qui donnent des résultats concrets et utiles pour l'industrie de l'omble chevalier. En ce sens, les participants désirent que les liens qu'ils ont tissés au cours des cinq années de ce projet se poursuivent d'une façon ou d'une autre dans le futur.

Le MAPAQ a confiance que les connaissances apportées par ces travaux serviront aux six producteurs québécois qui produisent chaque année un total approximatif de 150 tonnes métriques d'omble chevalier.

FONDS DES PÊCHES DU QUÉBEC

Par **Rabia Siga Sow,**

Direction des analyses et des politiques des pêches et de l'aquaculture

Le 17 décembre dernier, le premier ministre du Québec, M. François Legault, accompagné du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. André Lamontagne, a annoncé la création du Fonds des pêches du Québec. M^{me} Diane LeBouthillier, députée de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, était également présente.

Le Fonds des pêches du Québec est un programme doté d'une enveloppe totale de 42,8 millions de dollars sur 5 ans qui est mutuellement consentie par les gouvernements du Canada (70 %, soit 30 millions de dollars) et du Québec (30 %, soit 12,8 millions de dollars).

S'adressant à l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales, ce programme soutiendra la réalisation de projets qui visent l'innovation ainsi que l'amélioration de la compétitivité et de la productivité.

Le Fonds des pêches du Québec permettra d'offrir une aide financière aux pêcheurs, aux aquaculteurs, aux transformateurs et aux centres de recherche afin :

- d'accroître la productivité et la compétitivité du secteur des pêches et de l'aquaculture;
- de renforcer la capacité du secteur à s'adapter aux transformations de l'écosystème, y compris celles qui sont liées aux changements climatiques;
- de miser sur la qualité et la durabilité des ressources halieutiques du Québec afin d'augmenter leur notoriété sur les marchés.

Grâce à la mise en place du Fonds des pêches du Québec, l'industrie québécoise des pêches et de l'aquaculture pourra obtenir un soutien similaire à celui que le gouvernement fédéral a annoncé en mars 2017 pour les provinces de l'Atlantique.

L'industrie évolue dans un environnement hautement compétitif et doit innover pour se démarquer. Elle contribue aussi activement au développement des régions maritimes. Ce fonds permettra donc d'accroître les investissements, d'engendrer des retombées économiques et de créer des emplois dans les communautés côtières du Québec.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministère des Pêches et des Océans du Canada géreront conjointement le programme. Au cours des prochaines semaines, les deux gouvernements finaliseront les détails de la mise en œuvre du programme dans l'intention qu'il soit en vigueur au printemps prochain.

VERS LA VALORISATION DES ESPÈCES MARINES ÉMERGENTES

Par **Thierry Marcoux**,
Direction régionale de la Gaspésie

L'ouverture des marchés mondiaux et l'évolution des technologies de transformation accroissent les possibilités pour le développement de l'industrie québécoise des produits marins. C'est dans ce contexte que s'est tenu le colloque *Vers la valorisation des espèces marines émergentes* le 20 novembre dernier à Matane. Cette rencontre a été organisée conjointement par la Technopole maritime du Québec (TMQ) et le Consortium de recherche et d'innovation en bioprocédés industriels au Québec à l'occasion des activités BioMar Innovation.

**PILOTÉE PAR LA TMQ, BIOMAR INNOVATION
EST UNE INITIATIVE POUR SOUTENIR
LE DÉVELOPPEMENT ET L'INNOVATION
PAR LE MAILLAGE D'AFFAIRES ET LA VEILLE
TECHNOLOGIQUE DANS LES SECTEURS DES
BIOTECHNOLOGIES MARINES, DE LA VALORISATION
ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS MARINS.**

La journée a débuté avec une série de conférences, dont celle de M. Haraldur Arnar Einarsson, scientifique principal à l'Institut de recherche marin et d'eau douce d'Islande, sur les défis et innovations dans le domaine de la pêche au sébaste. Cet expert islandais a mis en lumière les progrès technologiques réalisés dans ce pays en matière de pêches commerciales. Plusieurs conférenciers l'ont suivi, dont MM. Pierre Patenaude et Pascal Sureau, respectivement fondateur et ingénieur d'Oceatec, qui ont présenté des moyens d'automatiser la transformation de l'oursin vert. M. Amine Badri, directeur de la recherche et du développement au Centre de recherche sur les biotechnologies marines, a par la suite exposé les perspectives de valorisation pour les gonades déclassées du même échinoderme.

Une séance a porté sur l'industrie des algues. M^{me} Marie-Hélène Rondeau, biologiste et coordonnatrice à l'Association de gestion halieutique mi'gmaq et malécite, a présenté à cette occasion le projet SALAWEG, qui vise à commercialiser des produits alimentaires à base d'algues de culture produites par des communautés autochtones. M^{me} Lucie Beaulieu, chercheuse à l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, a quant à elle donné une conférence pour démontrer comment les algues peuvent être utilisées comme ingrédient dans les fromages québécois afin d'augmenter leurs propriétés nutritives et de rehausser leur saveur. L'activité s'est ensuite conclue par une conférence de M^{me} Hélène Marfaing, ingénieure-agronome au Centre d'étude et de valorisation des algues de France, sur les principaux procédés que l'on utilise pour la valorisation des algues en Bretagne.

Enfin, un panel d'acteurs et d'industriels qui ont discuté des défis et des occasions liés à l'écosystème de valorisation québécois a conclu le colloque.

Cette journée réussie, qui a attiré une cinquantaine de participants, a permis d'aborder l'importance de parfaire les connaissances et de partager les savoirs universitaires, industriels et commerciaux en lien avec la valorisation des biomasses marines méconnues ou peu exploitées. Les défis sont grands, et le colloque visait à mettre en commun les expertises de chacun. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est fier d'avoir appuyé financièrement la tenue de cette journée, qui contribue à assurer le développement et la rentabilité de la valorisation des espèces marines du Québec.

LE SECTEUR AQUACOLE DU QUÉBEC ATTIRE L'ATTENTION : UN GROUPE D'ÉTUDIANTS FRANÇAIS NOUS REND VISITE

Par **Giovanni Castro**,
de la Direction régionale de l'estuaire et des eaux intérieures

Bien que la production piscicole du Québec stagne depuis une quinzaine d'années, le secteur aquacole a pris les moyens nécessaires pour atténuer son empreinte environnementale et commence à être connu un peu partout dans le monde. C'est en partie pour cette raison, mais surtout pour comparer des approches pédagogiques quelque peu différentes en France et au Québec que, du 18 au 27 septembre dernier, un groupe composé de dix étudiants et de deux formateurs a sillonné le Québec pour élargir leurs connaissances relatives au monde aquacole. Ce voyage a également permis des échanges techniques concernant la pisciculture et la conchyliculture.

Ces jeunes âgés de 19 à 21 ans se préparent à terminer des études conduisant au *brevet de technicien supérieur* (BTS), une formation qui s'apparente aux études collégiales techniques du Québec. Ils suivent une formation professionnelle qui offre une alternance entre les études et le travail en entreprise par un contrat d'apprentissage d'une durée de deux ans. Six d'entre eux se spécialisent en salmoniculture et quatre, en ostréiculture.

Durant leur séjour ici, les étudiants ont visité les bureaux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) à Québec. À cette occasion, un bref survol de l'industrie de la pisciculture québécoise et du cadre réglementaire qui l'accompagne leur a été présenté. Les étudiants ont par la suite eu l'occasion de visiter une pisciculture typique, soit la Ferme et pisciculture Lac en ville, qui produit de l'omble de fontaine et de la truite arc-en-ciel destinés au marché de l'ensemencement.

Leur passage dans la ville de Québec leur a également permis de rencontrer M. Benjamin Laramée, cofondateur et chef scientifique d'Écosystèmes alimentaires urbains (EAU), un système de production aquaponique innovant. De plus, une visite des infrastructures du Laboratoire aquatique de recherche en sciences environnementales et médicales (LARSEM) leur a permis de mesurer l'importance accordée, notamment, à la recherche en aquaculture.

La mission s'est poursuivie en Gaspésie, où les étudiants ont successivement visité le Centre de transfert et de sélection des salmonidés (CTSS), l'entreprise Fermes marines du Québec (FMQ) et l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (EPAQ). Ils ont ainsi eu l'occasion d'échanger avec M. Luc Picard, directeur du CTSS, sur la génétique des salmonidés. Ils se sont également entretenus avec M. Jean-Philippe Hébert, président de Fermes marines du Québec, en ce qui a trait à la production en écloserie au Québec de larves de mollusque.

Les visites internationales qui ont lieu chaque année au Québec montrent l'intérêt grandissant que suscite notre expertise en aquaculture. Le MAPAQ est fier d'avoir contribué à l'accueil de ces étudiants et au rayonnement du secteur. Cette visite s'inscrivait dans une initiative de l'EPAQ.



Photo : © École des pêches et de l'aquaculture du Québec